

Rapport financier 2010 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Joseph-du-Lac

Code géographique : 72025

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Guylaine Comtois, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-09-06 Signature _____

Dernière modification : 2011-09-02 11:44:31

Réservé au ministère

15 157 832	74 405	4 986 233	1,0338
------------	--------	-----------	--------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé consolidé	23
Avantages sociaux futurs consolidés	24
Endettement total net à long terme consolidé	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité Saint-Joseph-du-Lac, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac au 31 décembre 2010 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15, 16, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

DATE 2011-09-06

Dernière modification : 2011-09-02 11:44:31

Réservé au ministère

15 157 832	74 405	4 986 233	1,0338
------------	--------	-----------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-09-02 11:44:31

Réservé au ministère

15 157 832	74 405	4 986 233	1,0338
------------	--------	-----------	--------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	4 935 127	4 946 674	5 257 832			5 257 832
Paiements tenant lieu de taxes	2	14 068	40 000	36 208			36 208
Quotes-parts	3					451 881	
Transferts	4	320 605	776 277	264 100		287 070	551 170
Services rendus	5	243 257	342 395	246 387		151 526	397 913
Imposition de droits	6	354 561	280 700	441 521			441 521
Amendes et pénalités	7	209 867	137 000	284 560			284 560
Intérêts	8	36 626	33 000	41 105			41 105
Autres revenus	9	70 785	50 154	202 428			202 428
	10	6 184 896	6 606 200	6 774 141		890 477	7 212 737
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	409 124		231 529		3 480	235 009
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15	7 171					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales							
	16						
	17	416 295		231 529		3 480	235 009
	18	6 601 191	6 606 200	7 005 670		893 957	7 447 746
Charges							
Administration générale	19	983 435	905 186	1 140 586	39 415	47 781	1 227 782
Sécurité publique	20	1 158 566	1 193 861	1 073 101	37 701		1 110 802
Transport	21	1 283 419	1 352 577	1 299 417	143 101	497 782	1 733 563
Hygiène du milieu	22	1 177 252	1 124 298	1 198 624	405 048	543 330	1 901 858
Santé et bien-être	23	48 965	45 998	46 234			46 234
Aménagement, urbanisme et développement	24	242 627	253 894	260 592	6 971		267 563
Loisirs et culture	25	472 727	486 780	491 509	63 727		555 236
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	435 191	386 410	394 161		136 142	530 303
Amortissement des immobilisations	28	701 431	766 685	695 963	(695 963)		
	29	6 503 613	6 515 689	6 600 187		1 225 035	7 373 341
Excédent (déficit) de l'exercice	30	97 578	90 511	405 483		(331 078)	74 405

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	97 578	90 511	405 483	(331 078)	74 405
Moins: revenus d'investissement	2	(416 295)	()	(231 529)	(3 480)	(235 009)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(318 717)	90 511	173 954	(334 558)	(160 604)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	701 431	766 685	695 963	160 338	856 301
Produit de cession	5					
(Gain) perte sur cession	6					
Réduction de valeur	7					
	8	701 431	766 685	695 963	160 338	856 301
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur	10					
	11					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				313 969	313 969
Remboursement de la dette à long terme	17	(246 496)	(773 582)	(276 934)	(88 122)	(365 056)
	18	(246 496)	(773 582)	(276 934)	225 847	(51 087)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(12 199)	(500 195)	(96 009)	(4 140)	(100 149)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	86 456	16 386	13 622		13 622
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	56 514	400 195	(173 873)	(5 679)	(179 552)
Montant à pourvoir dans le futur	22				(215)	(215)
Financement des investissements en cours	23					
	24	130 771	(83 614)	(256 260)	(10 034)	(266 294)
	25	585 706	(90 511)	162 769	376 151	538 920
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26	266 989		336 723	41 593	378 316

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Réalizations 2009		Budget 2010	Réalizations 2010		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Revenus d'investissement	1	416 295		231 529	3 480	235 009
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2 (	62 216)	(38 000)	(18 336)	(832)	(19 168)
Sécurité publique	3 (	13 718)	(119 500)	(16 186)	()	(16 186)
Transport	4 (	38 958)	(156 000)	(56 619)	(3 308)	(59 927)
Hygiène du milieu	5 (	191 203)	(60 000)	(133 143)	(686 523)	(819 666)
Santé et bien-être	6 ()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	3 332)	(23 195)	(10 490)	()	(10 490)
Loisirs et culture	8 (	108 981)	(103 500)	(68 313)	()	(68 313)
Réseau d'électricité	9 ()	()	()	()	()
	10 (	418 408)	(500 195)	(303 087)	(690 663)	(993 750)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11 ()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12 ()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13				82 106	82 106
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	12 199	500 195	96 009	4 140	100 149
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	58 645		89 838		89 838
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16	401 128		101 326		101 326
	17	471 972	500 195	287 173	4 140	291 313
	18	53 564		(15 914)	(604 417)	(620 331)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19	469 859		215 615	(600 937)	(385 322)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	97 578		90 511		405 483	(331 078)	74 405
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(418 408 )	(	500 195 )	(	303 087)	(690 663)	(993 750)
Produit de cession	3							
Amortissement	4	701 431		766 685		695 963	160 338	856 301
(Gain) perte sur cession	5							
Réduction de valeur	6							
	7	283 023		266 490		392 876	(530 325)	(137 449)
Variation des propriétés destinées à la revente	8							
Variation des stocks de fournitures	9	18 012				8 305		8 305
Variation des autres actifs non financiers	10	(33 617)				31 099	1 697	32 796
	11	(15 605)				39 404	1 697	41 101
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	364 996		357 001		837 763	(859 706)	(21 943)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(7 324 461)				(4 954 073)	(1 074 851)	(6 028 924)
Redressement aux exercices antérieurs	14	2 005 392				(94 656)	(8 310)	(102 966)
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(5 319 069)				(5 048 729)	(1 083 161)	(6 131 890)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(4 954 073)				(4 210 966)	(1 942 867)	(6 153 833)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>2009</u>		<u>2010</u>		<u>2009</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé¹	Total consolidé
ACTIFS FINANCIERS						
Encaisse	1	258 185	389 552	14 933	404 485	278 138
Placements temporaires	2					
Débiteurs (note 5)	3	4 920 971	4 813 686	2 503 662	7 317 348	7 619 915
Prêts (note 6)	4					
Placements à long terme (note 7)	5					
Participations dans des entreprises municipales	6					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7					
Autres actifs financiers (note 9)	8					
	9	5 179 156	5 203 238	2 518 595	7 721 833	7 898 053
PASSIFS						
Découvert bancaire	10	824		5 765	5 765	25 995
Emprunts temporaires	11	288 112	295 635	511 441	807 076	365 857
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	721 449	708 729	228 722	937 451	775 582
Revenus reportés (note 11)	13	32 155	26 965	1 482	28 447	32 801
Dette à long terme (note 12)	14	9 090 689	8 382 875	3 714 052	12 096 927	12 726 828
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15					
	16	10 133 229	9 414 204	4 461 462	13 875 666	13 927 063
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(4 954 073)	(4 210 966)	(1 942 867)	(6 153 833)	(6 029 010)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations (note 13)	18	16 447 634	16 054 755	4 942 194	20 996 949	20 892 840
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19					
Stocks de fournitures	20	123 439	115 134		115 134	123 436
Autres actifs non financiers (note 15)	21	225 444	194 345	5 237	199 582	232 378
	22	16 796 517	16 364 234	4 947 431	21 311 665	21 248 654
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	528 083	610 794	99 893	710 687	596 367
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	234 059	457 158	9 256	466 414	237 729
Montant à pourvoir dans le futur	25	(7 436)	(5 965)	(2 831)	(8 796)	(10 512)
Financement des investissements en cours	26	67 897	283 512	(669 272)	(385 760)	(2 306)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	11 019 841	10 807 769	3 567 518	14 375 287	14 398 366
	28	11 842 444	12 153 268	3 004 564	15 157 832	15 219 644

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Réalizations 2009		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés		
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	97 578	405 483	(331 078)	74 405
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	701 431	695 963	160 338	856 301
Autres					
-redressements	3	2 005 306	(94 656)	(111)	(94 767)
-	4				
	5	2 804 315	1 006 790	(170 851)	835 939
Variation nette des éléments hors caisse					
Placements temporaires de plus de trois mois	6				
Débiteurs	7	(1 984 337)	107 285	194 792	302 077
Autres placements à long terme	8				
Autres actifs financiers	9				
Créditeurs et charges à payer	10	(260 596)	(12 720)	145 271	132 551
Revenus reportés	11	(4 264)	(5 190)	994	(4 196)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12				
Propriétés destinées à la revente	13				
Stocks de fournitures	14	18 012	8 305		8 305
Autres actifs non financiers	15	(33 617)	31 099	1 697	32 796
	16	539 513	1 135 569	171 903	1 307 472
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	17 (	418 408 ) (	303 087 ) (	690 663 ) (	993 750)
Produit de cession	18				
	19	(418 408)	(303 087)	(690 663)	(993 750)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	20 () () () ()
Remboursement ou cession	21				
	22				
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23			396 075	396 075
Remboursement de la dette à long terme	24 (	678 988 ) (	707 814 ) (	300 860 ) (	1 008 674)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(53 678)	7 523	442 002	449 525
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26			(4 071)	(4 071)
Autres	27				
-	28				
	29	(732 666)	(700 291)	533 146	(167 145)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	(611 561)	132 191	14 386	146 577
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	31	868 879	257 361	(5 218)	252 143
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice²					
	32	257 318	389 552	9 168	398 720

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>	<u>Total</u>	
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé¹</u>	
Rémunération	1	971 029	1 104 882	1 045 412	17 731	1 063 143
Charges sociales	2	194 018	221 077	195 399	4 454	199 853
Biens et services	3	3 718 745	3 136 562	3 761 269	906 370	4 667 639
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	263 284	385 410	236 581	41 354	277 935
D'autres organismes municipaux	5	71 765		57 755		57 755
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	99 442		87 153	93 957	181 110
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	700	1 000	12 672	831	13 503
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	461 286	505 457	507 983		56 102
Autres	10		35 000			
Autres organismes	11		357 116			
Amortissement des immobilisations	12	701 431	766 685	695 963	160 338	856 301
Autres						
-	13	21 913	2 500			
-	14					
-	15					
	16	6 503 613	6 515 689	6 600 187	1 225 035	7 373 341

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Revenus				
Taxes	1	4 946 674	5 257 832	4 935 127
Paiements tenant lieu de taxes	2	40 000	36 208	14 068
Quotes-parts	3			55 702
Transferts	4	1 463 732	786 179	1 107 838
Services rendus	5	519 208	397 913	392 460
Imposition de droits	6	280 700	441 521	354 561
Amendes et pénalités	7	136 500	284 560	209 867
Intérêts	8	33 024	41 105	36 626
Autres revenus	9	31	202 428	77 956
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	7 419 869	7 447 746	7 184 205
Charges				
Administration générale	12	962 728	1 227 782	1 084 512
Sécurité publique	13	1 193 861	1 110 802	1 195 483
Transport	14	1 657 763	1 733 563	1 840 568
Hygiène du milieu	15	960 340	1 901 858	1 554 524
Santé et bien-être	16	45 998	46 234	48 965
Aménagement, urbanisme et développement	17	253 894	267 563	247 386
Loisirs et culture	18	486 780	555 236	531 985
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	531 545	530 303	602 482
	21	6 092 909	7 373 341	7 105 905
Excédent (déficit) de l'exercice	22	1 326 960	74 405	78 300
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		15 219 687	15 357 233
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24		(136 260)	(215 889)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		15 083 427	15 141 344
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		15 157 832	15 219 644

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 326 960	74 405	78 300
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	993 750 ) (	674 748)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		856 301	863 709
(Gain) perte sur cession	5			223
Réduction de valeur	6			
	7		(137 449)	189 184
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		8 305	18 012
Variation des autres actifs non financiers	10		32 796	(29 922)
	11		41 101	(11 910)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	1 326 960	(21 943)	255 574
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(6 028 924)	(8 424 557)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14		(102 966)	2 139 973
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(6 131 890)	(6 284 584)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(6 153 833)	(6 029 010)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	404 485	278 138
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	7 317 348	7 619 915
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>7 721 833</u>	<u>7 898 053</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	5 765	25 995
Emprunts temporaires	11	807 076	365 857
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	937 451	775 582
Revenus reportés (note 11)	13	28 447	32 801
Dette à long terme (note 12)	14	12 096 927	12 726 828
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	<u>13 875 666</u>	<u>13 927 063</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(6 153 833)</u>	<u>(6 029 010)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	20 996 949	20 892 840
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19		
Stocks de fournitures	20	115 134	123 436
Autres actifs non financiers (note 15)	21	199 582	232 378
	22	<u>21 311 665</u>	<u>21 248 654</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>15 157 832</u>	<u>15 219 644</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	74 405	78 300
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	856 301	863 709
Autres			
- redressements	3	(94 767)	1 609 097
-	4		
	5	835 939	2 551 106
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	302 077	(1 968 421)
Autres placements à long terme	8		
Autres actifs financiers	9		
Créditeurs et charges à payer	10	132 551	(251 035)
Revenus reportés	11	(4 196)	(3 637)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Propriétés destinées à la revente	13		
Stocks de fournitures	14	8 305	18 012
Autres actifs non financiers	15	32 796	(29 922)
	16	1 307 472	316 103
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(993 750)	(674 748)
Produit de cession	18		
	19	(993 750)	(674 748)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	396 075	
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 008 674)	(330 420)
Variation nette des emprunts temporaires	25	449 525	24 067
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(4 071)	(3 181)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(167 145)	(309 534)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	146 577	(668 179)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	252 143	920 322
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	398 720	252 143

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Saint-Joseph-du-Lac est constituée en corporation et est régie par le code municipal du Québec, L.R.Q., chapitre C-19.

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la municipalité. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu de principes comptables généralement reconnus sont présentés aux états financiers, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La municipalité participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

	Consolidation ligne par ligne
Régie d'assainissement des eaux de Deux-Montagnes	31,09 %
Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes	23,78 %
Conseil Intermunicipal de Transport des Laurentides	1,46 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception généraux et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilières sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Base de présentations

Les états financiers de la municipalité sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci après les "normes comptables").

C) Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	10 à 40 ans
Bâtiments	20 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage & équipement	10 ans

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, que les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

G) Montant à pourvoir dans le futur

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la municipalité et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

H) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	404 485	278 138
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	512 300	228 030
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	4 195 280	4 728 594
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	192 031	79 637
Organismes municipaux	8	2 051 958	2 238 163
Autres			
- Droits de mutation immobilière	9	155 936	150 531
- Comptes à recevoir	10	209 843	194 960
	11	7 317 348	7 619 915
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	3 835 755	4 361 387
Organismes municipaux	13	1 646 748	1 874 149
Autres tiers	14		
	15	5 482 503	6 235 536
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	35 419
Autres régimes (REER et autres)	31	1 086
Régimes de retraite des élus municipaux	32	9 075
	33	45 580

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	657 742	547 360
Salaires et avantages sociaux	38	129 284	132 782
Dépôts et retenues de garantie	39	18 125	
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Gouvernement du Canada	42	47 675	4 120
- Intérêts courus sur la dette	43	81 310	83 578
- Intérêts échus non payés	44		3 788
- Organismes municipaux	45	799	3 954
- Gouvernement du Québec	46	2 516	
	47	937 451	775 582

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
- CARRA	50	28 447	32 155
- Autres	51		646
	52	28 447	32 801

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,00	6,25	2011	2025	53	11 677 253	12 303 098
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55		
Organismes municipaux					56	426 912	426 912
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57		
Autres					58		
					59	12 104 165	12 730 010
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(7 238)	(3 182)
					61	12 096 927	12 726 828

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme				Total 2010
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2011	62	2 914 009	70	78	87	95	2 914 009
2012	63	4 400 893	71	79	88	96	4 400 893
2013	64	964 948	72	80	89	97	964 948
2014	65	2 176 067	73	81	90	98	2 176 067
2015	66	1 208 356	74	82	91	99	1 208 356
2016 et +	67	12 980	75	83	92	100	439 892
	68	11 677 253	76	84	93	101	12 104 165
Intérêts et frais accessoires				85	()	102	()
	69	11 677 253	77	86	94	103	12 104 165

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	104		132	156 696	159	(8 336 952)	186		8 493 648
Eaux usées	105	5 834 988	133		160	(8 282 771)	187		14 117 759
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	2 546 794	134	27 762	161	46 924	188		2 527 632
Autres	107	4 996 877	135		162	4 726 044	189		270 833
Réseau d'électricité	108		136		163		190		
Bâtiments	109	1 934 242	137	15 848	164		191		1 950 090
Améliorations locatives	110	6 007	138		165		192		6 007
Véhicules	111	633 489	139	57 458	166		193		690 947
Ameublement et équipement de bureau	112	263 057	140	5 843	167	35	194		268 865
Machinerie, outillage et équipement divers	113	327 806	141	6 033	168	(26)	195		333 865
Terrains	114	118 151	142		169		196		118 151
Autres	115	62 055	143		170		197		62 055
	116	<u>16 723 466</u>	144	<u>269 640</u>	171	<u>(11 846 746)</u>	198		<u>28 839 852</u>
Immobilisations en cours	117	<u>11 963 855</u>	145	<u>724 110</u>	172	<u>11 893 739</u>	199		<u>794 226</u>
	118	<u>28 687 321</u>	146	<u>993 750</u>	173	<u>46 993</u>	200		<u>29 634 078</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	119		147	231 494	174	(1 893 736)	201		2 125 230
Eaux usées	120	1 530 471	148	359 888	175	(1 333 814)	202		3 224 173
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	1 605 954	149	121 526	176	13 644	203		1 713 836
Autres	122	3 415 348	150	7 661	177	3 227 550	204		195 459
Réseau d'électricité	123		151		178		205		
Bâtiments	124	592 067	152	50 870	179		206		642 937
Améliorations locatives	125	1 126	153	1 135	180		207		2 261
Véhicules	126	308 628	154	33 971	181		208		342 599
Ameublement et équipement de bureau	127	190 599	155	19 256	182	35	209		209 820
Machinerie, outillage et équipement divers	128	118 623	156	27 397	183	(26)	210		146 046
Autres	129	31 665	157	3 103	184		211		34 768
	130	<u>7 794 481</u>	158	<u>856 301</u>	185	<u>13 653</u>	212		<u>8 637 129</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>20 892 840</u>					213		<u>20 996 949</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	214		217		219		221		
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(_____)	220	(_____)	222	(_____)	
Valeur comptable nette	216	<u>_____</u>					223	<u>_____</u>	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	224	
Immeubles industriels municipaux	225	
Autres	226	
	227	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	

Note

15. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	230	27 352	97 628
Frais reportés			
- Frais de financement	231	40 083	65 786
- Équilibrage/maintien du rôle	232	132 147	68 964
	233	199 582	232 378

Note**16. Engagements contractuels**

La municipalité s'est engagée en vertu de contrats d'enlèvement de la neige des rues et des aires de services, de collecte des ordures ménagères et de matières recyclables, pour l'enfouissement des ordures ménagères, de location automobile, pour l'entretien du réseau d'éclairage et pour les services policiers, à verser des paiements minimums estimatifs totaux de 2 986 235\$ jusqu'en 2021. Les paiements minimums exigibles estimatifs pour les cinq prochains exercices sont les suivants : 2011, 1 726 395\$; 2012, 134 432\$; 2013, 134 432\$; 2014, 123 872\$; 2015, 123 872\$.

De plus, la quote-part de la Municipalité relativement aux engagements des organismes apparentés est la suivante:

	Conseil intermunicipale de transport
2011	184 641
2012	184 449
2013	183 243
2014	151 975
2015	151 975

17. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

c) Poursuites

Au cours de l'exercice 2007, il y a eu entente avec la Ville de Deux-Montagnes pour mettre fin à l'entente intermunicipale de police. La Sûreté du Québec a alors desservi la Municipalité du 1er mars 2007 au 17 novembre 2008.

Le Ministère de la sécurité publique a déterminé que la Municipalité devait, à compter du 18 novembre 2008, être desservie par le corps de police de Deux-Montagnes suivant les mêmes termes et conditions que ceux prévus dans les ententes en vigueur entre la Ville de Deux-Montagnes et les autres municipalités concernant le partage des services du corps de police de la Ville de Deux-Montagnes.

La Ville de Deux-Montagnes a facturé la Municipalité pour la fourniture de services policiers durant la période où la Municipalité était desservie par la Sûreté du Québec et ce, même si de tels services n'ont pas été fournis. La Municipalité n'a pas enregistré la portion de ces factures pour les périodes où elle était desservie par la Sûreté du Québec.

Le 5 janvier 2009, la Ville de Deux-Montagnes a déposé une requête introductive d'instance pour un montant de 2 124 524 \$ incluant des intérêts pour la période du 1er mars 2007 au 31 décembre 2008.

Aucune entente n'est intervenue à ce jour concernant ce litige.

d) Autres

Une réclamation de la Ville de Deux-Montagnes pour une somme de 250 000 \$ (déjà inscrite aux fournisseurs) en relation avec la dissolution de la Régie intermunicipale de l'eau de Deux-Montagnes est éteinte par prescription extinctive depuis le 27 avril 2007. Une réserve temporaire au montant de 250 000 \$ est maintenue jusqu'à ce que le conseil municipal en décide autrement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

18. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice, la municipalité a effectué un redressement afin d'éliminer de ses immobilisations une portion des infrastructures en eau potable qu'elle avait construit et financé via un emprunt à long terme. Cette immobilisation est partagée entre la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac et la municipalité de Pointe-Calumet et pour lequel la municipalité de Pointe-Calumet rembourse annuellement à la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac, le service de la dette contracté sur cette immobilisation suite à sa construction. Le redressement effectué par la municipalité est pour présenter la portion de l'immobilisation qui appartient à chaque municipalité respectivement ainsi que le compte à recevoir de la municipalité de Pointe-Calumet en lien avec cette immobilisation.

Ces changements ont été appliqués rétroactivement et les états financiers des exercices précédents ont été retraités. Cette modification a entraîné une diminution des débiteurs de 210 521 \$ (une augmentation de 2 063 919 \$ en 2009) afin de considérer le capital et les intérêts à payer par la Municipalité de Pointe-Calumet sur la dette contractée par la Ville jusqu'à l'extinction de celle-ci, une diminution du coût des immobilisations de 16 877 \$ en 2010 (2 777 672 \$ en 2009), une diminution de l'amortissement cumulé de 69 254 \$ (321 178 \$ en 2009), une diminution des revenus de fonctionnement et une diminution du remboursement de la dette à long terme 139 590\$ (143 970 \$ en 2009), une augmentation des investissements en cours de 189 776\$ en 2009, dont 167 209 \$ correspond à une diminution des acquisitions de 2009, une diminution de l'investissement net dans les éléments à long terme de 158 083 \$ (582 405 \$ en 2009), ainsi qu'une diminution de la charge d'amortissement de l'exercice 69 365 \$ (65 254 \$ en 2009)

De plus, au cours de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2009, un montant de 288 522 \$ a été comptabilisé à titre de revenu de transferts de fonctionnement et à titre de remboursement de la dette à long terme tandis que ce montant ne doit pas être présenté puisqu'il s'agit de transferts relatifs à des ententes de partage de frais. Une écriture de présentation a été effectuée et appliquée dans les états financiers de l'exercice précédent. Cette modification a entraîné une diminution des revenus de fonctionnement de 288 522 \$ et une diminution du remboursement de la dette à long terme de 288 522 \$.

Les autres différents redressements aux exercices antérieurs inclus au rapport financier sont expliqués par la variation des pourcentages de consolidation des trois partenariats auxquels participe la municipalité par rapport à ceux de l'exercice précédent.

19. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipal est également présentée dans les informations sectorielles.

20. Emprunts temporaires

La municipalité dispose de facilités de crédit autorisées de 800 000\$ qui portent intérêts au taux préférentiel et qui sont renouvelable annuellement. Ces facilités de crédit ne sont pas utilisées au 31 décembre 2010.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		2010	2009
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	710 687	596 367
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	466 414	237 729
Montant à pourvoir dans le futur	3 (	8 796 ) (	10 512)
Financement des investissements en cours	4	(385 760)	(2 306)
Investissement net dans les éléments à long terme	5	14 375 287	14 398 366
	6	15 157 832	15 219 644

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté			
- Aqueduc	7	56 156	56 156
- Égoûts	8	25 754	69 882
- Sablière	9	16 476	
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14	98 386	126 038
Réserves financières			
- Règlement 12-2004	15	826	826
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
	20	826	826
Fonds réservés			
Fonds de roulement	21	191 900	62 425
Fonds parcs et terrains de jeux	22	166 046	44 770
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23		
Société québécoise d'assainissement des eaux	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25		
Fonds d'amortissement	26		
Financement des activités de fonctionnement	27	5 554	(129)
Autres			
- Vidanges des boues	28	3 702	3 799
-	29		
-	30		
-	31		
	32	367 202	110 865
	33	466 414	237 729

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () (
Intérêts sur la dette à long terme	35 (	8 796) (
10 512)		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 () (
Régimes non capitalisés	37 () (
))		
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 () (
Autres	39 () (
Régimes non capitalisés	40 () (
))		
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () (
Autres		
-	42 () (
-	43 () (
	44 (	8 796) (
		10 512)
<hr/>		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45	396 449
Investissements à financer	46 (	782 209) (
	47	(385 760)
		(2 306)
<hr/>		
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48	20 996 949
Propriétés destinées à la revente	49	
Prêts	50	
Placements à titre d'investissement	51	
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53	20 996 949
		20 892 840
<hr/>		
Éléments de passif		
Dette à long terme	54	12 096 927
Frais reportés liés à la dette à long terme	55	7 238
Montants des débiteurs et autres montants affectés		3 182
au remboursement de la dette à long terme	56 (	5 482 503) (
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 () (
	58	6 621 662
		6 494 474
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59	
	60	6 621 662
	61	14 375 287
		14 398 366

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67	() ()	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	77		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

Le régime de retraite des employés municipaux est à cotisations déterminées. Le taux de cotisation des employés est de 6% de la rémunération de base et le taux de cotisation de l'employeur est de 6,5% pour le personnel syndiqué, de 6,5% pour le personnel cadre ayant moins de 3 années d'ancienneté et de 7,5% pour le personnel cadre ayant plus de 3 années d'ancienneté.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		<u>2010</u>	<u>2009</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	89	<u>35 419</u>	<u>32 541</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>1 086</u>	<u>1 352</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	<u>7</u>	<u>7</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>2 669</u>	<u>3 470</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	9 075	11 695
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>9 075</u>	<u>11 695</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	12 104 165
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	782 209
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	5 482 503
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	7 403 871
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	7 403 871
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	7 403 871
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	3 439 050	3 630 807	3 482 348
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	3 439 050	3 630 807	3 482 348
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	172 163	181 904	174 103
Égout	11	152 850	171 462	161 247
Traitement des eaux usées	12	242 890	334 906	230 498
Matières résiduelles	13	437 784	473 328	427 689
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	501 937	465 425	459 242
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 507 624	1 627 025	1 452 779
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 507 624	1 627 025	1 452 779
	26	4 946 674	5 257 832	4 935 127

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	10 000	9 203	6 882
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	30 000	27 005	7 186
	35	40 000	36 208	14 068
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	40 000	36 208	14 068
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	40 000	36 208	14 068

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	200 000		
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61	12 596	147 803	199 133
Transport adapté	62		18 258	23 361
Transport scolaire	63			
Autres	64		27 052	23 487
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68	210 431	30 232	190 599
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70		93 957	145 802
Réseaux d'égout	71	168 385	49 548	235 936
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72	48 830	58 274	67 179
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	2 700	2 817	80 032
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	642 942	140 871	965 529

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	231 529	235 009	
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			7 171
Réseau d'électricité	129			
	130	231 529	235 009	7 171

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			121 053
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135	21 200		20 941
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	112 000	122 914	122 914
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138	135	315	315
	139	133 335	123 229	142 309
TOTAL DES TRANSFERTS	140	776 277	495 629	1 115 009

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	202 225	70 465	70 465
Réseau de distribution de l'eau potable	157			24 877
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	202 225	70 465	70 465
202 225				24 877
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	202 225	70 465	70 465
				24 877

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	19 920	19 548	19 832
Sécurité publique	184	10 000	12 494	15 519
Transport				
Réseau routier	185	3 000	15 825	1 355
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186		137 160	171 029
Transport adapté	187		6 786	7 557
Transport scolaire	188			
Autres	189		7 579	13 017
Autres	190			
Hygiène du milieu	191	54 850	54 532	62 629
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193	2 000	13 793	19 554
Loisirs et culture	194	50 400	59 730	57 091
Réseau d'électricité	195			
	196	140 170	175 922	327 448
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	342 395	246 387	392 460
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	50 700	61 805	40 820
Droits de mutation immobilière	199	230 000	371 951	305 029
Droits sur les carrières et sablières	200		7 765	8 712
Autres	201			
	202	280 700	441 521	354 561
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	137 000	284 560	209 867
INTÉRÊTS	204	33 000	41 105	36 626
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	50 154	202 428	77 956
	212	50 154	202 428	77 956

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	151 816	122 343		122 343	122 343	142 217
Application de la loi	2	70 350	175 437		175 437	175 437	112 961
Gestion financière et administrative	3	285 405	351 990		351 990	399 771	340 635
Greffé	4	22 000	10 656		10 656	10 656	28 751
Évaluation	5	149 148	148 501		148 501	148 501	147 630
Gestion du personnel	6	7 500	30 757		30 757	30 757	19 700
Autres	7	218 967	300 902	39 415	340 317	340 317	292 618
	8	905 186	1 140 586	39 415	1 180 001	1 227 782	1 084 512
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 022 323	935 255		935 255	935 255	1 028 862
Sécurité incendie	10	154 688	123 165	37 701	160 866	160 866	158 542
Sécurité civile	11	16 850	14 681		14 681	14 681	8 079
Autres	12						
	13	1 193 861	1 073 101	37 701	1 110 802	1 110 802	1 195 483
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	575 817	524 110	122 014	646 124	660 972	679 890
Enlèvement de la neige	15	326 340	304 193		304 193	304 193	292 890
Éclairage des rues	16	47 604	68 632	20 599	89 231	89 231	60 540
Circulation et stationnement	17	17 039	11 738		11 738	11 738	42 095
Transport collectif							
Transport en commun	18	385 777	390 744	488	391 232	667 429	765 153
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 352 577	1 299 417	143 101	1 442 518	1 733 563	1 840 568

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	121 240	121 618		121 618	116 126
Réseau de distribution de l'eau potable	24	89 278	88 219	183 914	272 133	209 318
Traitement des eaux usées	25	270 721	280 517		578 703	305 099
Réseaux d'égout	26	156 445	189 576	213 780	403 356	450 604
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	207 995	226 241		226 241	181 675
Élimination	28	133 800	164 593		164 593	147 581
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	107 409	21 748		21 748	26 961
Tri et conditionnement	30	14 410	106 112	7 354	113 466	117 160
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35	21 000				
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	2 000				
Autres	39					
	40	1 124 298	1 198 624	405 048	1 603 672	1 901 858
						1 554 524
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	45 998	46 234		46 234	48 965
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	45 998	46 234		46 234	48 965
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	227 269	237 592	6 971	244 563	233 326
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	12 784	12 786		12 786	9 199
Tourisme	49	13 841	10 214		10 214	4 861
Autres	50					
Autres	51					
	52	253 894	260 592	6 971	267 563	247 386

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	56 912	47 830	47 830	47 830	49 044
Patinoires intérieures et extérieures	54	66 186	34 758	34 758	34 758	65 435
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	174 368	209 429	209 429	209 429	168 267
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	112 560	120 307	62 680	182 987	167 183
	60	410 026	412 324	62 680	475 004	449 929
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	72 969	76 286	1 047	77 333	77 023
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64	3 785	2 753	2 753	2 753	4 942
Autres	65		146	146	146	91
	66	76 754	79 185	1 047	80 232	82 056
	67	486 780	491 509	63 727	555 236	531 985
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	385 410	355 787	355 787	483 622	584 690
Autres frais	70		25 702	25 702	33 178	16 647
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	1 000	12 672	12 672	13 503	1 145
	73	386 410	394 161	394 161	530 303	602 482
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74	766 685	695 963	(695 963)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes non consolidés	32
Revenus admissibles non consolidés	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil de la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

DATE 2011-09-06

Dernière modification avant dépôt : 2011-09-02 11:44:31

Dernière modification : 2011-09-02 11:44:31

Réservé au ministère

15 157 832	74 405	4 986 233	1,0338
------------	--------	-----------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>5 257 832</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>5 257 832</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	5 257 832
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>5 257 832</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	271 599	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>271 599</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>4 986 233</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	<u>475 278 700</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	<u>489 351 360</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>482 315 030</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>4 986 233</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>482 315 030</u>
Taux global de taxation réel de 2010	6	| 1 | , | 0 | 3 | 3 | 8 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	157 178	157 178	166 383
Usines de traitement de l'eau potable	2			67 049
Usines et bassins d'épuration	3		686 523	
Conduites d'égout	4	25 000		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	156 000	27 762	27 762
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Système d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	123 500		84 473
Autres infrastructures	11			9 495
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	153 000	15 848	76 541
Édifices communautaires et récréatifs	14			6 742
Améliorations locatives	15			6 007
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		57 458	18
Ameublement et équipement de bureau	18		5 011	26 215
Machinerie, outillage et équipement divers	19	39 500	2 725	76 130
Terrains	20			
Autres	21	3 195	37 105	983
	22	500 195	303 087	520 036

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23	157 178	157 178	166 383
Usines de traitement de l'eau potable	24			67 049
Usines et bassins d'épuration	25		686 523	
Conduites d'égout	26			
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27			
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30			
	31	157 178	843 701	233 432

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	12 303 098	24	415 207	47	1 041 052	70	11 677 253
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25		48		71	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3		26		49		72	
Organismes municipaux	4	426 912	27		50		73	426 912
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28		51		74	
Autres	6		29		52		75	
	7	12 730 010	30	415 207	53	1 041 052	76	12 104 165
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		31		54		77	
Réserves financières et fonds réservés	9		32		55		78	
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	4 554 478	33	409 755	56	169 140	79	4 795 093
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	1 939 996	34		57	113 427	80	1 826 569
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		35		58		81	
	13	6 494 474	36	409 755	59	282 567	82	6 621 662
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	4 361 387	37	5 451	60	531 083	83	3 835 755
Organismes municipaux	15	1 874 149	38		61	227 401	84	1 646 748
Autres tiers	16		39		62		85	
Autres	17		40		63		86	
	18	6 235 536	41	5 451	64	758 484	87	5 482 503
Prêts	19		42		65		88	
	20	6 235 536	43	5 451	66	758 484	89	5 482 503
	21	12 730 010	44	415 206	67	1 041 051	90	12 104 165
Déduire								
Dette en cours de refinancement	22		45		68		91	
	23	12 730 010	46	415 206	69	1 041 051	92	12 104 165

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale					
Application de la loi	1				
Évaluation	2	5 408	5 409	5 409	5 507
Autres	3	10 533	10 533	10 533	10 723
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	221 585	221 585	14 848	
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	242 890	245 144		
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	12 257	12 526	12 526	12 752
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	12 784	12 786	12 786	9 199
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité					
	24				
	25	505 457	507 983	56 102	38 181

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total¹				
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	6,00	11	40	18	380 765	28	58 006	38	438 771
Professionnels	2		12		19		29		39	
Cols blancs	3	9,00	13	34	20	308 701	30	54 578	40	363 279
Cols bleus	4	6,00	14	39	21	218 417	31	56 229	41	274 646
Policiers	5		15		22		32		42	
Pompiers	6	18,00	16	3	23	50 968	33	4 192	43	55 160
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
	8	39,00			25	958 851	35	173 005	45	1 131 856
Élus	9	7,00			26	86 561	36	22 394	46	108 955
	10	46,00			27	1 045 412	37	195 399	47	1 240 811

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert				
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	79 779	52	56	79 779
Réseau de distribution de l'eau potable	49		53	57	
Traitement des eaux usées	50		54	58	
Réseaux d'égout	51		55	59	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	175 437	27		53	175 437	79		105	175 437	131	
Évaluation	2	148 501	28		54	148 501	80		106	148 501	132	
Autres	3	816 648	29	39 415	55	856 063	81	19 548	107	836 515	133	
	4	1 140 586	30	39 415	56	1 180 001	82	19 548	108	1 160 453	134	
Sécurité publique												
Police	5	935 255	31		57	935 255	83		109	935 255	135	
Sécurité incendie	6	123 165	32	37 701	58	160 866	84	12 494	110	148 372	136	
Sécurité civile	7	14 681	33		59	14 681	85		111	14 681	137	
Autres	8		34		60		86		112		138	
	9	1 073 101	35	37 701	61	1 110 802	87	12 494	113	1 098 308	139	
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	524 110	36	122 014	62	646 124	88	15 825	114	630 299	140	5 403
Enlèvement de la neige	11	304 193	37		63	304 193	89		115	304 193	141	
Autres	12	80 370	38	20 599	64	100 969	90		116	100 969	142	
Transport collectif	13	390 744	39	488	65	391 232	91		117	391 232	143	
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	1 299 417	41	143 101	67	1 442 518	93	15 825	119	1 426 693	145	5 403
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable												
Réseau de distribution de l'eau potable	16	121 618	42		68	121 618	94		120	121 618	146	
Traitement des eaux usées	17	88 219	43	183 914	69	272 133	95	70 465	121	201 668	147	306 321
Réseaux d'égout	18	280 517	44		70	280 517	96		122	280 517	148	
Matières résiduelles	19	189 576	45	213 780	71	403 356	97	45 141	123	358 215	149	63 496
Déchets domestiques et assimilés	20	390 834	46		72	390 834	98		124	390 834	150	
Matières recyclables	21	127 860	47	7 354	73	135 214	99	9 391	125	125 823	151	
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154	
Autres	25		51		77		103		129		155	
	26	1 198 624	52	405 048	78	1 603 672	104	124 997	130	1 478 675	156	369 817

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement		Amortissement des immo- bilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
		+		=		-		=			
Santé et bien-être											
Logement social	157	46 234	172	187	46 234	202	217	46 234	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159		174	189		204	219		234		
	160	46 234	175	190	46 234	205	220	46 234	235		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	237 592	176	6 971	244 563	206	13 793	221	230 770	236	
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237		
Promotion et développement économique	163	23 000	178	193	23 000	208	223	23 000	238		
Autres	164		179	194		209	224		239		
	165	260 592	180	6 971	267 563	210	13 793	225	253 770	240	
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	412 324	181	62 680	475 004	211	59 473	226	415 531	241	18 941
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	76 286	182	1 047	77 333	212	257	227	77 076	242	
Autres	168	2 899	183	198	2 899	213	228	2 899	243		
	169	491 509	184	63 727	555 236	214	59 730	229	495 506	244	18 941
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245		
	171	5 510 063	186	695 963	6 206 026	216	246 387	231	5 959 639	246	394 161

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	303 087	418 408
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	303 087	418 408

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	528 083	476 518
Redressement aux exercices antérieurs	2		(1)
Solde redressé au début de l'exercice	3	528 083	476 517
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	336 723	266 989
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(13 622)	(86 456)
Activités d'investissement	6	(89 838)	(58 645)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	(150 552)	(70 322)
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	82 711	51 566
Solde à la fin de l'exercice	11	610 794	528 083
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	234 059	621 380
Redressement aux exercices antérieurs	13		(1)
Solde redressé au début de l'exercice	14	234 059	621 379
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	173 873	(56 514)
Activités d'investissement	16	(101 326)	(401 128)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	150 552	70 322
Financement des investissements en cours	18		
	19	223 099	(387 320)
Solde à la fin de l'exercice	20	457 158	234 059

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Montant à pouvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 (7 436)	(8 379)
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 (7 436)	(8 379)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ()	()
Autres	26 ()	()
Régimes non capitalisés	27 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	28 ()	()
	29 ()	()
	30 ()	()
Diminution de l'exercice	31 1 471	943
	32 1 471	943
Solde à la fin de l'exercice	33 (5 965)	(7 436)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	34 67 897	(424 529)
Redressement aux exercices antérieurs	35	22 567
Solde redressé au début de l'exercice	36 67 897	(401 962)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37 215 615	469 859
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	
	40	
	41 215 615	469 859
Solde à la fin de l'exercice	42 283 512	67 897
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	43 11 019 844	11 429 077
Redressement aux exercices antérieurs	44 (158 086)	(582 405)
Solde redressé au début de l'exercice	45 10 861 758	10 846 672
Variation de l'exercice	46 (53 989)	173 169
Solde à la fin de l'exercice	47 10 807 769	11 019 841

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>249 448</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>023-01-2010</u>	2 150 552
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>400 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>400 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Taxes sur la valeur foncière	Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales	
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 1 , <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 1 , <input type="text"/> 0 <input type="text"/> 2 <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> 0 , <input type="text"/> 7 <input type="text"/> 1 <input type="text"/> 8 <input type="text"/> 0 \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	<input type="text" value="9"/> <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$
Égout	2	<input type="text" value="8"/> <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$
Eau et égout	3	<input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> , <input type="text" value=""/> <input type="text" value=""/> \$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="3"/> , <input type="text" value="9"/> <input type="text" value="6"/> \$
Matières résiduelles	5	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="8"/> <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$

% de la valeur locative

Taxe d'affaires sur la valeur locative

6 , %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Règl 13-91 - lampadaires	4,5600	7	du pied linéaire
Règl 16-93(1) - infras (26%)	32,4400	7	par unité d'évaluation
Règl 16-93(2) - infras (26%)	15,0000	7	par unité d'évaluation
Règl 16-93(1) - infras (74%)	165,6500	7	par unité d'évaluation
Règl 16-93(2) - infras (74%)	67,7000	7	par unité d'évaluation
Règl 1-99 - infrastructures (26%)	8,6300	7	par unité d'évaluation
Règl 1-99 - infrastructures (74%)	40,3400	7	par unité d'évaluation
Règl 11-2002 - infrastructures	327,1000	7	par unité d'évaluation
Règl 9-2000 - travaux de pavage	6,3500	3	
Règl 13-2003 - bordures de béton	4,2400	3	
Règl 12-2004 - bordures de béton	4,8100	3	
Règl 7-2003 - eau potable	55,2100	7	par unité d'évaluation
Règl 20-2006 - infrastructures (A)	437,0000	7	par unité d'évaluation
Règl 20-2006 - infrastructures (É)	347,0000	7	par unité d'évaluation

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	187 539	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 1110, rue Principale
(no) (rue)
Saint-Joseph-du-Lac JON 1M0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 623-1072
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 623-2889
(ind. rég.) (numéro)

Courriel gcomtoi@sjdl.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Guylaine Comtois

Téléphone (450) 623-1072
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 623-2889
(ind. rég.) (numéro)

Courriel gcomtoi@sjdl.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thronton SENCRL

Titre CA

Adresse 2500 Daniel Johnson suite 300
(no) (rue)
Laval H7T 2P6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 382-0270
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 875-9797
(ind. rég.) (numéro)

Courriel joly.alexandre@rcgt.com

Responsable du dossier Alexandre Joly, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)
 _____ _____
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1
2
3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____ (Nom) _____ (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de la péréquation de 2012 sont exacts.

_____ (Signature)

_____ (Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-09-02 11:44:31

Dernière modification : 2011-09-02 11:44:31

Réservé au ministère

15 157 832	74 405	4 986 233	1,0338
------------	--------	-----------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé
 (Nom)
 de Saint-Joseph-du-Lac pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 74 405 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 4 986 233 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-09-02 11:44:31

Dernière modification : 2011-09-02 11:44:31

Réservé au ministère

15 157 832	74 405	4 986 233	1,0338
------------	--------	-----------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)